



HAUTE-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
(NOMINATIFS)
N°43-2024-078

PUBLIÉ LE 11 AVRIL 2024

Sommaire

43_Pref_Préfecture Haute-Loire / Bureau de la représentation de l'Etat et de la communication

43-2024-04-08-00003 - Arrêté BRECI n°2024-08 portant récompense pour acte de courage et de dévouement (2 pages) Page 3

43-2024-04-08-00001 - Arrêté BRECI n°2024-09 portant récompense pour acte de courage et de dévouement (2 pages) Page 6

43-2024-04-08-00002 - Arrêté BRECI n°2024-10 portant récompense pour acte de courage et de dévouement (2 pages) Page 9

43_Pref_Préfecture Haute-Loire / Bureau des ressources humaines et de l'action sociale

43-2024-04-10-00001 - Arrêté SGCD n° 2024-10 en date du 10 avril 2024 modifiant l'arrêté SGCD n° 2023-13 en date du 30 août 2023 portant désignation des représentants des personnels du ministère de l'intérieur dans le département de la Haute-Loire au sein de la commission locale d'action sociale (CLAS) (2 pages) Page 12

84_DREAL_Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes / Secrétariat Général

43-2024-04-03-00001 - AP portant dérogation pour capture suivie d'un relâcher immédiat sur place d'espèces animales protégées et prélèvement, transport, détention, utilisation et exposition de matériel biologique (5 pages) Page 15

43_Pref_Préfecture Haute-Loire

43-2024-04-08-00003

Arrêté BRECI n°2024-08 portant récompense
pour acte de courage et de dévouement



**Arrêté BRECI n°2024-08
portant récompense pour acte de courage et de dévouement**

**Le préfet de Haute-Loire
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le décret du 16 novembre 1901, modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;

Vu le décret n° 70-221 du 17 mars 1970, portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Yvan CORDIER en qualité de préfet de Haute-Loire ;

Considérant que le 5 décembre 2023, une personne chutait depuis le pont Gallard, dans le lit de la Loire, à Brives-Charensac ;

Considérant que M. Yannick SENTENAT s'est précipité dans l'eau glaciale pour ramener la victime sur la berge et la maintenir hors de l'eau pendant plusieurs minutes jusqu'à l'arrivée des secours ;

Considérant que M. Yannick SENTENAT a ainsi procédé au péril de sa vie, au sauvetage de cet individu ;

Considérant que l'intéressé a ainsi fait preuve de courage, de sang-froid et de lucidité, face à cette situation malgré des conditions particulièrement difficiles ;

Sur proposition du directeur des services du cabinet,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : La médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à Yannick SENTENAT.

ARTICLE 2 : Le directeur des services du cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Puy-en-Velay, le 08 AVR. 2024

Le préfet



Yvan CORDIER

Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur.

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

43_Pref_Préfecture Haute-Loire

43-2024-04-08-00001

Arrêté BRECI n°2024-09 portant récompense
pour acte de courage et de dévouement



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
des Services
du Cabinet**

**Arrêté BRECI n°2024-09
portant récompense pour acte de courage et de dévouement**

**Le préfet de Haute-Loire
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le décret du 16 novembre 1901, modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;

Vu le décret n° 70-221 du 17 mars 1970, portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Yvan CORDIER en qualité de préfet de Haute-Loire ;

Considérant que le 25 février 2024, sur la commune du Puy-en-Velay (43), le caporal Rémi CHARRA est engagé pour un violent feu d'appartement au 2^e étage d'un immeuble d'habitation ;

Considérant que l'incendie se propageait dangereusement, et face à une situation à haut-risque, le caporal Rémi CHARRA procède, au péril de sa vie, au sauvetage d'une femme bloquée par le feu et les fumées dans son appartement au 3^e étage ;

Considérant qu'en faisant preuve de sang-froid et par une analyse clairvoyante de la situation, il a contribué de façon décisive à la sauvegarde d'une vie humaine ;

Sur proposition du directeur des services du cabinet,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER}: La médaille d'argent 2^e classe pour acte de courage et de dévouement est décernée au caporal Rémi CHARRA.

ARTICLE 2 : Le directeur des services du cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Puy-en-Velay, le 04 AVR. 2024

Le préfet



Yvan CORDIER

Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur.

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

43_Pref_Préfecture Haute-Loire

43-2024-04-08-00002

Arrêté BRECI n°2024-10 portant récompense
pour acte de courage et de dévouement



**Arrêté BRECI n°2024-10
portant récompense pour acte de courage et de dévouement**

**Le préfet de Haute-Loire
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le décret du 16 novembre 1901, modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;

Vu le décret n° 70-221 du 17 mars 1970, portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Yvan CORDIER en qualité de préfet de Haute-Loire ;

Considérant que le 25 février 2024, sur la commune du Puy-en-Velay (43), le sapeur de 1^{re} classe Cathy MARCELLIER est engagée pour un violent feu d'appartement au 2^e étage d'un immeuble d'habitation ;

Considérant que l'incendie se propageait dangereusement, et face à une situation à haut-risque, le sapeur de 1^{re} classe Cathy MARCELLIER procède, au péril de sa vie, au sauvetage d'une femme bloquée par le feu et les fumées dans son appartement au 3^e étage ;

Considérant qu'en faisant preuve de sang-froid et par une analyse clairvoyante de la situation, elle a contribué de façon décisive à la sauvegarde d'une vie humaine ;

Sur proposition du directeur des services du cabinet,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER}: La médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée au sapeur de 1^{re} classe Cathy MARCELLIER.

ARTICLE 2 : Le directeur des services du cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Puy-en-Velay, le 04 AVR. 2024

Le préfet



Yvan CORDIER

Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur.

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

43_Pref_Préfecture Haute-Loire

43-2024-04-10-00001

Arrêté SGCD n° 2024-10 en date du 10 avril 2024
modifiant l'arrêté SGCD n° 2023-13 en date du
30 août 2023 portant désignation des
représentants des personnels du ministère de
l'intérieur dans le département de la
Haute-Loire au sein de la commission locale
d'action sociale (CLAS)



**Arrêté SGCD n° 2024-10 en date du 10 avril 2024
modifiant l'arrêté SGCD n° 2023-13 en date du 30 août 2023 portant désignation des
représentants des personnels du ministère de l'intérieur dans le département
de la Haute-Loire au sein de la commission locale d'action sociale (CLAS)**

Le préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L 112-1 et L 731-1 à 5 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu le décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 modifié relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'Etat ;
- Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;
- Vu le décret n° 2020-99 du 7 février 2020 relatif à l'organisation et aux missions des secrétariats généraux communs départementaux ;
- Vu le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;
- Vu le décret n° 2022-984 du 4 juillet 2022 portant création de comités sociaux d'administration de la police nationale ;
- Vu le décret n° 2022-987 du 4 juillet 2022 portant création du comité social d'administration du personnel civil de la gendarmerie nationale ;
- Vu le décret du président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Yvan CORDIER en qualité de préfet de la Haute-Loire ;
- Vu l'arrêté du 31 décembre 2007 relatif aux correspondants de l'action sociale du ministère de l'intérieur de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 3 juin 2022 instituant des comités sociaux d'administration au sein des ministères de l'intérieur et des outre-mer ;
- Vu l'arrêté du 3 juin 2022 portant création des comités sociaux d'administration des services déconcentrés de la police nationale et de l'école nationale supérieure de la police ;
- Vu l'arrêté du 5 septembre 2022 relatif à la commission nationale d'action sociale du ministère de l'intérieur (IOMA2223073A) ;
- Vu l'arrêté NOR : IOMA2227640A du 17 octobre 2022 relatif aux commissions locales d'action sociale et au réseau local d'action sociale du ministère de l'intérieur et des outre-mer ;
- Vu l'arrêté SGCD n° 2023-07 du 30 juin 2023 portant création et organisation de la commission locale d'action sociale (CLAS) du personnel du ministère de l'intérieur et des outre-mer dans le département de la Haute-Loire ;
- Vu l'arrêté SGCD n° 2023-13 en date du 30 août 2023 portant désignation des représentants des personnels du ministère de l'intérieur dans le département de la Haute-Loire au sein de la commission locale d'action sociale (CLAS) ;

Vu l'arrêté n°SG/COORDINATION 2024-09 en date du 19 février 2024 portant délégation de signature à Madame Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la préfecture de Haute-Loire ;

Vu le courriel du syndicat CGT Intérieur en date du 8 avril 2024 désignant M. Soho SODJI comme représentant du personnel au sein de la CLAS de la Haute-Loire, en remplacement de M. Romain HUGON ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Le tableau des membres désignés au sein de la CLAS figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral SGCD n° 2023-13 en date du 30 août 2023 est modifié et remplacé comme suit :

Syndicats	Titulaires	Suppléants
CFE-CGC ----- ALLIANCE POLICE NATIONALE (APN) / ALLIANCE POLICE NATIONALE PATS (APN PATS) / SAPACMI (S)	Michaël HAUSNER (APN)	Fabrice AGUILHON (APN)
	Daniel GALLIEN (S)	Isabelle DIGONNET (S)
	Axel CHAMBON (APN)	Sylviane MARAN (APN)
	Catherine FAUSSE (S)	Catherine JALBY (APN)
	Pierre-Marc MICHEL (APN)	Alexandre ROWINSKI (APN PATS)
	Philippe VERDUN (APN)	Mélanie TIERSOT (APN PATS)
CGT Intérieur 43	Catherine GAUTIER	Joëlle DENJEAN
	Laurence VOLLE	Nathalie NARCE
	Caroline CACHIA	Sandra GHESTEM
	Julie VERNET	Marilyne GAUTHIER
	Soho SODJI	Perrine COURIOL
FSMI-FO / UNITE SGP POLICE	Nicolas MAGNE	Yannick KERDRAON
	Steeve APRILE	Rémi MIALON

Article 2 :

La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait au Puy-en-Velay, le **10 AVR. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale,

Nathalie CENCIC

Voies et délais de recours –

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur.

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

84_DREAL_Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement et du
logement d'Auvergne-Rhône-Alpes

43-2024-04-03-00001

AP portant dérogation pour capture suivie d'un relâcher immédiat sur place d'espèces animales protégées et prélèvement, transport, détention, utilisation et exposition de matériel biologique



PRÉFET DE LA HAUTE- LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Lyon, le 3 avril 2024

Arrêté n°43-2024-04-03-00001

**portant dérogation aux dispositions de l'article L.411-1 du code de l'environnement pour :
capture suivie d'un relâcher immédiat sur place d'espèces animales protégées (amphibiens et reptiles)
et
prélèvement, transport, détention, utilisation et exposition de matériel biologique d'espèces animales
protégées (mues de reptiles)**

Bénéficiaire : Observatoire des Reptiles d'Auvergne (ORA)

LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

Chevalier de l'ordre national du Mérite
Chevalier de l'ordre du Mérite agricole

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.163-5, L.411-1, L.411-1A, L.411-2 et R.411-1 à R.411-14 ;

VU l'arrêté interministériel du 9 juillet 1999 modifié fixant la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté interministériel du 18 décembre 2014 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations à l'interdiction de capture de spécimens d'espèces animales protégées peuvent être accordées par les préfets pour certaines opérations pour lesquelles la capture est suivie d'un relâcher immédiat sur place ;

VU l'arrêté interministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté préfectoral SG/COORDINATION 2023-58 du 21 août 2023 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe DENEUVY, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement pour la région Auvergne-Rhône-Alpes, dans le ressort du département de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n°DREAL-SG-2024-27/43 du 15 mars 2024 portant subdélégation de signature aux agents de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes pour les compétences générales et techniques pour le département de la Haute-Loire ;

VU les lignes directrices de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes du 30 octobre 2017 précisant la nature des décisions individuelles, notamment dans le cadre des dérogations à la protection des espèces, soumises ou non à participation du public, au vu de leur incidence sur la protection de l'environnement, dans l'ensemble des départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la demande de dérogation pour capture suivie d'un relâcher immédiat sur place d'espèces animales protégées et prélèvement, transport, détention, utilisation et exposition de matériel biologique d'espèces animales protégées déposée le 05 janvier 2024 par l'Observatoire des reptiles d'Auvergne (ORA) et complétée le 07 février 2024 ;

VU le projet d'arrêté transmis le 08 février 2024 au pétitionnaire, et sa réponse du 22 mars 2024 ;

CONSIDÉRANT que la présente demande est déposée :

- dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ;
- pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, d'une manière sélective et dans une mesure limitée, la prise ou la détention d'un nombre limité et spécifié de certains spécimens ;

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante ;

CONSIDÉRANT que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle compte tenu des prescriptions mises en œuvre, telles que détaillées à l'article 2 ci-après ;

CONSIDÉRANT que les personnes à habilitier disposent de la compétence pour la mise en œuvre des opérations considérées ;

SUR proposition du Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Bénéficiaire de l'autorisation et objet

Dans le cadre de ses actions d'inventaires et de suivis d'espèces animales protégées, l'**Observatoire des reptiles d'Auvergne (ORA)** dont le siège social est situé à ORBEIL (63500), 3 rue de Brénat, est autorisé à pratiquer, dans le cadre défini aux articles 2 et suivants du présent arrêté :

- **la capture suivie d'un relâcher immédiat sur place d'espèces animales protégées**

AMPHIBIENS
Ensemble des espèces potentiellement présentes dans le périmètre d'étude, à l'exception des espèces listées à l'arrêté ministériel du 9 juillet 1999 (espèces menacées d'extinction)
REPTILES
Ensemble des espèces potentiellement présentes dans le périmètre d'étude, à l'exception des espèces listées à l'arrêté ministériel du 9 juillet 1999 (espèces menacées d'extinction)

- **le prélèvement, transport, détention, utilisation et exposition de matériel biologique d'espèces animales protégées :**

REPTILES
Ensemble des mues de reptiles potentiellement présents dans le périmètre d'étude

ARTICLE 2 : Prescriptions techniques

Lieu d'intervention : **département de la Haute-Loire.**

Protocole :

Le bénéficiaire procède à des inventaires de population d'espèces animales sauvages, dans le cadre de :

- l'évaluation préalable et du suivi des impacts sur la biodiversité de projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements. Les protocoles d'inventaires sont établis par des personnes morales ou physiques dûment mandatées par les responsables des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements, pour la réalisation de tels inventaires,
- l'élaboration ou du suivi de plans, de schémas, de programmes ou d'autres documents de planification nécessitant l'acquisition de connaissances ou visant à la préservation du patrimoine naturel prévus par des dispositions du code de l'environnement. Les protocoles d'inventaires sont établis par des personnes morales ou physiques dûment mandatées par l'autorité désignée par le code de l'environnement pour élaborer le plan, le schéma, le programme ou le document de planification considéré.

Les opérations de capture sont strictement limitées à ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif recherché.

Modalités :

Les modalités de capture et de prélèvement sont les suivantes :

- capture réalisée uniquement en cas de nécessité, notamment dans le cadre de :
 - sauvetages routiers des amphibiens,
 - piégeages, notamment dans des regards, vides sanitaires, fosses, impluvium, chantiers,
 - spécimens introduits des infrastructures diverses, notamment locaux techniques, établissements, entreprises, habitations ;
- les durées de capture et de manipulation sont les plus courtes possible. La durée des opérations de sauvetage n'excède pas une heure avant le relâcher des spécimens in situ, dans un habitat favorable, à proximité directe ou dans un rayon maximal de 150 mètres autour du lieu de découverte en présence d'une zone défavorable ;
- aucune opération de marquage n'est réalisée ;
- les captures sont réalisées selon des modalités et à l'aide de moyens n'occasionnant aucune blessure ni mutilation aux animaux capturés.

> *Modalités spécifiques concernant les amphibiens :*

- capture manuelle des amphibiens à l'aide de gants humides, identification puis placement dans des seaux humides ;
- pour les opérations de sauvetages routiers :
 - capture manuelle (port de gants humides) des amphibiens présents sur la chaussée ou le long de la voie et placement dans un seau ;
 - capture à l'aide de filets mis en place temporairement en bordure de chaussée, en période de reproduction, avec installation de seaux relevés quotidiennement disposés à intervalles réguliers, à compter de la mise en place des filets jusqu'à leur enlèvement ;
 - spécimens transférés à proximité immédiate du lieu de capture, de l'autre côté de la chaussée, sur leur site de reproduction (étang ou zones humides notamment) ;
 - relâcher immédiat après comptage et identification des espèces ;
- afin de limiter la dissémination de chytridiomycose et d'autres maladies (ranaviroses), les prescriptions du protocole d'hygiène pour le contrôle des maladies des amphibiens dans la nature à destination des opérateurs de terrain¹, sont scrupuleusement respectées.

> *Modalités spécifiques concernant les reptiles :*

- capture manuelle des reptiles à l'aide de gants épais, identification, placement dans un sac de toile sombre puis relâcher immédiat ;
- les mues de reptiles provenant du milieu naturel sont conservées au sein des locaux de l'Observatoire des reptiles d'Auvergne (ORA), utilisées à des fins pédagogiques ou de formations, et détruites dès que leur état de conservation le justifie.

ARTICLE 3 : Personnes habilitées

Les personnes habilitées pour réaliser les opérations, sont :

- responsables au sein de l'Observatoire des reptiles d'Auvergne (ORA) :
 - Samuel GAGNIER, président, titulaire d'un brevet de technicien agricole (BTSA) « gestion forestière »,
 - Solenne MULLER, vice-présidente, titulaire d'un brevet de technicien (BTS) « gestion et protection de la nature »,
 - Anaëlle CELLIER, membre du conseil d'administration et secrétaire, titulaire d'une licence professionnelle « analyses et techniques d'inventaires de la biodiversité »,
 - Guillaume CHEVALIER, membre du conseil d'administration, docteur vétérinaire ;
- bénévoles au sein de l'Observatoire des reptiles d'Auvergne (ORA), opérant en autonomie sous la responsabilité des personnes habilitées. Ces bénévoles, listés en annexe 1, ont suivi une formation à la capture et la manipulation des espèces concernées, dispensée par une attestation à transmettre par courriel à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) avant le début des opérations et à présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de l'environnement.

Les personnes habilitées sont porteuses de la présente autorisation lors des opérations visées, et sont tenues de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de l'environnement.

Pour tenir compte des mouvements de personnel, l'Observatoire des reptiles d'Auvergne (ORA) devra communiquer annuellement, avant le 1^{er} juillet, la liste des personnels chargés de la mise en œuvre de la présente autorisation.

¹ Miaud C., 2014 - *Protocole d'hygiène pour le contrôle des maladies des amphibiens dans la nature à destination des opérateurs de terrain*. Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, Université de Savoie et École pratique des Hautes Études (eds), 7 p.

ARTICLE 4 : Durée de validité de l'autorisation

Cette autorisation est valable jusqu'au 31 mars 2027.

ARTICLE 5 : Mise à disposition des données

Le bénéficiaire met ses données d'observation d'espèces à disposition de la DREAL dans les conditions définies par le système d'information sur la nature et les paysages, notamment en ce qui concerne les règles de dépôt, de format de données et de fichiers applicables aux métadonnées et données élémentaire d'échange relatives aux occurrences d'observation d'espèces.

Le bénéficiaire adresse à la DREAL, chaque année avant le 31 mars un rapport sur la mise en œuvre de la dérogation au cours de l'année précédente. Ce rapport comprend :

- le nombre d'opérations conduites au cours de l'année sous couvert de la dérogation ;
- les dates et les lieux par commune des opérations ;
- les espèces ou groupes d'espèces dont la présence a été identifiée ;
- le nombre de spécimens capturés de chaque espèce et le sexe lorsque ce dernier est déterminable ;
- le nombre d'animaux morts au cours des opérations ;
- le nombre d'animaux non visés dans la dérogation et néanmoins pris dans les matériels de capture au cours des opérations.

ARTICLE 6 : Contrôles

La mise en œuvre des prescriptions du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les agents habilités.

ARTICLE 7 : Sanctions

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté est passible des sanctions prévues pour les infractions pénales définies et réprimées par les articles L.415-3 et R.415-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 8 : Autres législations et réglementation

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération susmentionnée et du respect des autres dispositions législatives et réglementaires susceptibles d'être applicables sur les espaces protégés du territoire d'étude.

ARTICLE 9 : Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois qui suivent sa publication ou sa notification :

- par la voie d'un recours administratif. L'absence de réponse dans le délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent,
- par la voie d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent,
- par l'application information « télérecours citoyens » accessible via le site internet www.telerecours.fr .

ARTICLE 10 : Exécution

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

Pour le Préfet et par délégation,

La cheffe de service déléguée
Eau, Hydroélectricité et Nature,

SIGNE

Laurence DAYET

ANNEXE 1

Liste des agents et bénévoles au sein de l'Observatoire des reptiles d'Auvergne (ORA)

NOM	Prénom
AUSANNEAU	Mathieu
CELLIER	Anaëlle
CHAUTARD	Pauline
CHEVALIER	Guillaume
DESTOUET	Edith
DUBOIS	Fabien
FONTERS	Rémi
GAGNIER	Samuel
HELIAS	Axelle
MULLER	Solenne
PETERA	Hermann
PREVOST DE HARCHIES	Anthony
RANCE	Julia
REVOL	Claudine
ROUX	Alexandre
SCHMITT	Marine
VILFROY	Émilie